

Industrie forestière

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, je félicite ma collègue de son excellent discours sur le problème des pluies acides et des ravages qu'elles causent aux forêts. Je suis d'autant plus intéressé à cette question qu'un grand nombre de mes électeurs gagnent leur vie dans le secteur forestier.

En 1982, avec le concours de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, j'avais organisé et parrainé un colloque sur le problème qui menace nos forêts, c'est-à-dire les pluies acides. Nous avons démontré que l'industrie des pâtes et papiers est extrêmement importante dans notre pays, fait que la plupart des Canadiens n'ignorent pas. On ne saurait trop insister sur son importance. Des séries d'études ont démontré que les pluies acides sont un phénomène visible et concret et, qu'elles causent un problème auquel nous devons nous attaquer.

L'inquiétude engendrée par les pluies acides est commune à tous les partis à la Chambre. Je n'ai aucun doute à ce sujet. Nous devons contrôler nos propres émissions sulfureuses, et j'ai la conviction que nous allons nous employer résolument à régler ce problème. Mais nous éprouvons des difficultés avec nos voisins du sud. Apparemment, les nombreuses études ne suffisent pas à les convaincre de la nécessité de nous engager fermement à diminuer les émissions sulfureuses qui sont à l'origine des pluies acides. D'après les études approfondies de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, cette industrie canadienne est appelée à disparaître d'ici 25 ans si on ne remédie pas à cette situation. C'est tout à fait incroyable dans un pays qui possède d'immenses réserves de forêts. Nous sommes littéralement entourés de forêts. A trente minutes de la ville où je demeure, je peux me perdre dans la forêt. Le danger croît d'une semaine à l'autre, au point que l'industrie forestière tout entière est menacée.

Inutile de dire que nous ne voulons pas passer pour alarmistes, mais le fait est que les pluies acides sont probablement la plaie la plus grave qui menace l'industrie forestière. Pis encore, cette industrie n'est pas la seule dont l'existence soit mise en cause. La chaîne anglaise de Radio-Canada a diffusé, il y a un an et demi ou deux, une série d'émissions intéressantes sur le danger qui menace notre industrie forestière. Ces émissions montraient aussi que si ces dommages continuent, il y aura des troubles sociaux au Canada parce que l'industrie risquera de disparaître. Nous ne pouvons pas exagérer l'importance de ce problème.

Les députés veulent certainement que le gouvernement insiste et ne se contente pas d'un non ou d'un peut-être comme réponse. Nous devons dire à nos industries—nous le faisons déjà—et aussi à nos voisins du sud que leurs États du nord-est sont touchés. Mais ils ne le sont pas autant que nous. J'ai rencontré les producteurs de sucre d'érable de ma région et ils se plaignent que les dommages s'aggravent chaque année.

Comme tous les députés, nous insisterons le plus possible auprès de nos voisins du sud pour qu'ils concluent un accord. Nous sommes prêts à faire énormément de concessions s'il le faut, mais ils doivent nous promettre de réduire leurs émissions, sinon notre industrie forestière subira des dommages irréparables si la situation n'est pas corrigée. Tel est le sort qui guette l'une de nos principales industries. Ce serait probablement la plus grande catastrophe de notre époque.

Il importe que nous protestions et que nous fassions savoir non seulement au sud, mais partout que le Canada est décidé à résoudre son problème de pluies acides même s'il doit prendre des mesures radicales. Nous demanderons à nos voisins des États du nord-est de se joindre à nous pour amener nos deux gouvernements à comprendre que le temps est venu de régler le problème. Nous ne voulons pas nous retrouver avec un désastre sur les bras. Monsieur le Président, je vous remercie du temps que vous m'avez alloué.

[Français]

M. Charles A. Langlois (Manicouagan): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'opportunité de participer à ce débat sur la motion qui a été présentée par le député de Prince George—Bulkley Valley (M. Gardiner), collègue au Comité des forêts et des pêches. Le député représente une circonscription comme la mienne où l'industrie forestière a créé de nombreux emplois depuis plusieurs années, et ces emplois ont profité à plusieurs générations. Nos mandants savent très bien aussi que l'exploitation forestière est d'une importance primordiale pour l'économie de nos circonscriptions et aussi pour l'économie du pays.

Monsieur le Président, les forêts constituent l'une de nos plus grandes ressources. Elles couvrent près de la moitié de la superficie totale du Canada, et au sud du 60^e parallèle, elles s'étendent sur presque les deux tiers de nos terres. L'exploitation forestière a stimulé la croissance économique du Canada depuis l'époque où des immenses trains de bois descendaient les rivières canadiennes à chaque année. A l'heure actuelle, le secteur forestier comprend quelque 7 000 entreprises dont la majorité appartiennent à des Canadiens. Ces entreprises